

BOUMERDÈS

Une entreprise de fourniture de logements grand standing en développement

Du Groupe EPLF de Boumerdès que dirige Selkimi Mohamed, l'une des filiales dénommée LII (Leader des investissements immobiliers), au vu de son plan de charge éparpillé à travers quelques grandes agglomérations du pays et la nature de ses activités, l'on pourrait dire que cette succursale sort du lot.

Cette entreprise, que dirige en qualité de directeur général depuis quelques mois Brachemi Abdelhakim, 36 ans, cadre issu de l'EPLF, est basée aux Issers (w. de Boumerdès). Elle vit ces derniers mois une expansion appréciable. Son plan de charge est extrêmement étoffé. Effectivement, assisté par la direction du Groupe, M. Brachemi négocie avec des investisseurs pour lancer un grand projet touristique dans la commune de Zemmour ou l'EPLF avait acquis en 1994, au moment où le foncier était au plus bas prix, un terrain de 33 ha au milieu d'une immense forêt maritime. Actuellement, le prix initial du mètre carré est cent fois plus cher. Cet investissement démontre, dans ce dossier, la perspicacité économique des dirigeants de l'EPLF.

Des Français, des Espagnols et des Canadiens sont très intéressés par ce projet et se sont mis sur la ligne de départ. A priori, l'EPLF et LII négocient en position

de force. «Nous voulons une proposition de qualité et la moins disante mais surtout celle qui propose un ensemble touristique qui s'insère dans la politique nationale en matière de tourisme balnéaire», nous dit M. Brachemi. Selon les chiffres qui nous ont été communiqués, ce projet est en effet extrêmement important aussi bien pour la filiale, le Groupe que pour le développement local d'autant plus qu'il devrait être conçu pour respecter, dit-on, l'environnement de la localité. Aux 158 bungalows en cours de réalisation par la LII, il est en outre prévu la construction de 400 villas, un ensemble d'hôtels totalisant plus de 500 chambres, 400 chalets et d'autres structures offrant des commodités touristiques. Comme l'exige la loi, le promoteur n'a le droit de vendre que 30% des réalisations. Les futurs associés seront donc appelés à s'investir dans la gestion de ce site une fois réalisé. Ce projet coûtera, selon M. Brachemi, environ 900 milliards de centimes et la

construction sera étalée sur plusieurs années. Mais le logement de standing reste le principal créneau d'activité de cette entreprise qui fait un chiffre d'affaires de 270 millions de dinars et qui emploie 40 personnes dont une majorité de cadres. Elle a effectivement lancé un grand projet à Ain El Bey (Constantine) comprenant 400 villas, un aquaparc de 8 000 m² et un centre commercial.

Ce projet qui coûte 500 milliards de centimes enregistre un taux d'avancement de 40%. «En plus du caractère commercial de nos réalisations notre ambition est de participer également à la politique nationale de résorption de la crise du logement», nous dit le DG de LII au sujet des 240 logements LSP en construction à Chelghoum Laïd (Constantine). Dans la wilaya de Boumerdès, cette entreprise qui sous-traite les travaux de réalisation soit avec les autres filiales de l'EPLF ou avec les entreprises du secteur privé a mis en chantier plusieurs projets dont celui des Issers qui compte 400 villas que nous avons visitées.

De coquettes habitations individuelles avec toit en charpente et en tuile rouge, ce qui est rare en Algérie, sont en construction. Ce quartier sera sécurisé par un mur qui isole quelque peu ces résidences du reste de l'agglomération.

Les allées sont très spacieuses. «Nous avons programmé la construction d'une crèche et de quelques commerces de première nécessité», affirme M. Brachemi qui précise que les acquéreurs de ces villas seront engagés par le biais d'un cahier des charges interdisant toutes transformations des habitations. Dans la même commune, la société construit 400 logements promotionnels. Par ailleurs, il est question d'un projet de 376 logements standing dans la ville balnéaire de Zemmour. «Nous comptons acquérir des assiettes foncières pour avoir l'autonomie qui nous permettra de lancer nos projets dans des délais raisonnables et intervenir sur les coûts de réalisation», affirme le DG de LII. Concernant les relations avec la clientèle, le premier responsable se montre serein : «Nous profitons de l'expérience de l'EPLF pour instituer des relations dans la clarté et le respect des exigences de nos clients qui sont informés avant l'acte d'achat de leurs droits et devoirs.»

Pour ce faire et être à la hauteur des exigences du métier de promoteur immobilier, LII compte, selon son premier responsable, se lancer dans le processus de certification à la norme ISO.

Abachi L.

TIZI-OUZOU

Opposition à la construction d'une structure pour gardes forestiers dans une école à Bouzeguène

Trois villages, Ait-Ikhlef, Ait-El-Kern et Tizouine, s'opposent, dans une correspondance adressée au premier magistrat de la commune de Bouzeguène avec amputation au wali, au DSP, au DE de Tizi-Ouzou ainsi qu'au chef de daïra, «au projet de construction d'un centre pour gardes forestiers» dans l'enceinte même d'un groupe scolaire comprenant une école primaire de huit classes, une crèche communale et une bibliothèque en voie de finition.

Fondant leur argumentaire sur le fait que le projet est à la base mu par «la mauvaise foi et la tromperie sur le lieu de construction, l'incompatibilité avec le milieu éducatif et la déviation du projet», les signataires de l'opposition dont

nous détenons une copie s'insurgent contre la pratique consistant à ériger la structure sur une bâtisse de quatre pièces construite il y a dix ans destinée à servir d'unité de soins. Un geste assimilé par les villageois à un détournement de vocation d'une structure de santé dont ils s'interrogent sur le devenir du projet initial.

D'autre part, les villageois fustigent l'utilisation concomitante du site estimant que «c'est là une atteinte aux droits fondamentaux de l'école et de l'enfant et aux lois républicaines régissant le secteur en matière d'harmonisation, d'intégration et d'environnement».

Comme ils soulignent l'aberration consistant à «mettre dans le même site les enfants de un à cinq ans ainsi que des écoliers avec des gardes forestiers». Sans l'écrite dans la correspondance, ces citoyens voient d'un mauvais œil que «des gens en uniforme et armés puissent évoluer dans la même enceinte que

des enfants en bas âge». Pour tous ces motifs, les villageois qui «appréhendent les conséquences désastreuses, qui peuvent découler de ce projet sur leurs enfants» prient les autorités concernées de surseoir à sa réalisation et de réactiver le projet initial qui servira de groupe scolaire à l'école d'Ait-Ikhlef et activer le projet du futur complexe sportif érigé en amont.

Les citoyens nous disent qu'ils auraient une autre appréciation du projet s'il s'inscrivait dans une perspective scientifique en faveur de la faune et de la flore sachant que l'école historique d'Ait-Ikhlef datant de 1896 est érigée sur un site qui se prête à ce genre d'expérience. Cela étant, la construction d'un district de forêt dans la région s'impose comme une urgence pour sauver ce qui reste du massif tout proche de l'Akfadou soumis à un pillage systématique.

S. Hammoum

APW DE SKIKDA

D'ambitieux projets pour la ville

Tournées d'inspection dans les communes, organisation de conférences-débats autour de thèmes divers, exploitation des ressources académiques à travers l'implication de l'Université dans les grands projets de développement, construction d'un nouveau siège pour l'APW et sa dotation de cette dernière d'un site Internet et lancement d'un bulletin d'information.

Tels sont les différents sujets développés par le P/APW, Aoued Rabah, lors d'une rencontre avec la presse, organisée, dernièrement au siège de l'APW.

En présence des cinq vice-présidents, la première rencontre presse-APW, qui s'inscrit dans la durée, a tenté de cerner les grands problèmes de Skikda. Emploi, habitat, électrification rurale, approvisionnement en gaz des régions dépourvues, dégradation du réseau routier, AEP, agriculture, pour ne citer que les plus importants dossiers en phase d'élaboration. D'ailleurs, l'APW les abordera en détail dans les quatre sessions ordinaires de l'année, «la première session sera réservée à l'habitat et à

l'emploi, avec une communication relative au tourisme. La deuxième portera sur le secteur de l'hydraulique. L'électrification rurale et le gaz ainsi que la culture seront les dossiers de la troisième session. La quatrième et dernière session abordera le BP de l'an 2009 et le volet des routes», nous dira le P/APW au sujet du plan d'action de l'institution qu'il préside.

Conscients de la difficulté de la tâche qui les attend, lui et ses collaborateurs, le P/APW a, à l'instar du P/APC, conditionné sa réussite par l'engagement et la bonne coordination de toutes les forces vives de la société. Parlant de ses prérogatives, il ne niera pas la dégradation progressive de Skikda, «on essaiera d'en faire un petit Paris à l'is-

sue de notre mandat», dira-t-il. La justification de ses propos, il la trouvera dans le lancement des grands projets qui auront à embellir la ville, «la dégourbisation, l'aménagement des arcades et le dossier du quartier napolitain sont les plus importants qui seront pris en charge».

Du premier, il parlera des négociations en cours avec une entreprise chinoise pour la réalisation de 600 logements au site de Bouabaz dans le cadre d'une opération tir.

Concernant le deuxième, vaguement, il annoncera l'entame d'une étude pour la réhabilitation des arcades dont l'immence de l'effacement fait peur, «elle sera confiée à un bureau d'études performant, car Skikda en manque terriblement», dira-t-il. L'engagement

pris de redorer le blason terni de la ville de Skikda exige aussi une ténacité, une rigueur dans les missions de suivi et de contrôle et une volonté de casser les tabous. Parmi ces derniers, Sonatrach et la pollution atmosphérique, l'AWEM et l'emploi, les «dessous» de l'habitat et la perpétuelle extension des gorbis, «l'immunité» des infractions à l'urbanisme, le plan de la circulation et la pollution urbaine, et ce, pour ne citer que les plus importants. «Conformément aux statuts et règlement intérieur de l'APW, nous sommes en mesure d'installer des commissions de contrôle et d'enquête afin de faire toute la lumière sur beaucoup de sujets préjudiciables au développement», conclut le hexagéné.

Zaid Zoheir

RECTIFICATIF

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans l'article paru dans notre édition du 12 février «Restructuration du pôle», il fallait lire «17 logements au profit du corps enseignant» au lieu de «57 logements au profit du corps enseignant».

MASCARA

Fermeture de 20 puits pour forage illicite en 2007

Poursuivant leur lutte contre les forages illicites, les services de l'hydraulique ont, au cours de leurs interventions durant l'année 2007, établi 23 procès-verbaux pour ce type d'infraction et ce, au niveau de huit communes de la wilaya de Mascara. Ces PV se sont traduits par des décisions de fermeture de 20 puits et 9 autres concernent la saisie de matériel. Il convient de signaler que les fermetures sont systématiques et les services des communes concernées sont chargés de l'exécution des décisions.

Introduction des canaux d'irrigation souterrains

Ce projet avait été pensé il y a de cela quelques années. Récemment, M. Abouni, directeur de l'hydraulique de la wilaya de Mascara, nous a informé que l'exécution de celui-ci serait imminente et concerne notamment les périmètres irrigués de Habra, Sig et Hacine avec des superficies irrigables respectives de 11 550, 7 868 et 746 hectares. Les irriguants avaient souffert en ces périodes de sécheresse et même les quotas attribués avaient été insuffisants pour la préservation de l'orangerie et l'oliveraie.

Ce réseau de conduites d'adduction et de distribution sera de 101 km pour Habra et 33 km pour Sig alors que dans sa totalité, il portera sur 320 km pour Habra et Hacine, et 125 km pour Sig. Les prises d'eau s'effectueront à partir des barrages.

L'impact de ces conduites souterraines permettra d'abord d'éviter les piquages illicites qui étaient par le passé fréquents et de vulgariser l'irrigation par aspersion et par le goutte-à-goutte.

Notre interlocuteur nous déclare : «Avec ce projet est envisagée une amélioration de l'efficacité du réseau d'irrigation jusqu'à concurrence de 46 % et l'ambition première est la restauration des vergers agrumicoles et oléicoles de la région. L'autre objectif est l'élimination des nuisances résultant de la présence de canaux d'irrigation en milieu urbain.

Saisie de boissons alcoolisées d'importation frauduleuse à Sig

Agissant sur informations, les éléments de la BMPJ de Sig ont procédé dans la soirée d'hier à une perquisition dans un domicile sis Haï Talha à Sig qui a abouti à la saisie d'une quantité importante de vin provenant de l'importation frauduleuse et autres bières dans ce lieu qui s'apparente à un débit de boissons sans autorisation.

Un individu, G.M., devait être interpellé et présenté au parquet, hier, alors que son acolyte est en fuite.

Commémoration du 48^e anniversaire de l'essai nucléaire à El-Bordj

C'est dans la localité d'El Bordj qu'a été commémoré le 48^{ème} anniversaire de l'essai nucléaire commis par l'occupant français le 13 février 1960 dans le Sahara algérien.

Des communications ont été présentées par la direction des moudjahidine et du directeur de l'environnement afin que nul n'oublie ce qui a été engendré par cet acte et ses retombées sur l'environnement.

M. Meddeber

SIDI-BEL-ABBÈS Une fillette de 10 ans disparaît dans la forêt de Aïn-Aden à Sfisef

Une fillette âgée de 10 ans a disparu subitement dans la journée de mardi dernier dans la forêt de Aïn-Aden dans la région de Sfisef (Sidi-Bel-Abbès). La fillette faisait paître des moutons avec son père dans la forêt en question, soudain elle disparut de l'horizon malgré les appels désespérés de ce dernier qui a aussitôt alerté les services de sécurité.

La Gendarmerie nationale a combiné ses efforts avec ceux de l'ANP, de la garde-communale et des patriotes pour mettre en place un dispositif important dont deux chiens pisteurs et déclenché une vaste opération de recherche dans cette forêt très dense. Jusqu'à hier soir, la nulle trace de la fillette alors que les recherches se poursuivent toujours. En attendant, Aïn-Aden retient son souffle.

A.M.